

CIBLE

Aide

Fallait-il que les Français se joignent aux réfugiés roumains qui manifestaient devant leur ambassade ? Oui, puisqu'ils le demandaient. Mais il est scandaleux que des groupements politiques aient défilé, dans un but manifeste d'agitation et de récupération, au moment même où le sang coulait à flots en Roumanie.

C'est pourtant ce que la Ligue Communiste et le Front national ont osé faire sans se soucier de la provocation inouïe que leurs drapeaux et leurs torches représentaient pour un peuple qui a connu successivement le fascisme et le communisme. C'est sur de telles attitudes qu'une organisation se juge.

Fallait-il d'autre part que le gouvernement français envisage toutes les formes d'aide au peuple roumain ? Bien sûr. Mais si les secours ont été rapidement organisés, il faut s'étonner de la confusion des déclarations officielles sur la question de l'assistance militaire. C'est à croire que les principaux ministres ne connaissent pas l'usage du téléphone.

M 2242 - 528 - 13,00 F



3792242013005 05280

INDUSTRIE

L'inexorable déclin ?



Idées

Quel avenir pour l'Est ?

(p. 9)

Leçon

Le métier de Roi

(p. 12)

Amitié

Le Prince et le B'nai B'rith

Alire la presse d'extrême-droite et les communiqués du Front national, le B'nai B'rith (Fils de l'Alliance) serait une organisation maçonnique qui contrôlerait l'essentiel de la vie politique. Vieux fantasme du « complot judéo-maçon », toujours aussi nocif... La conférence prononcée par le chef de la Maison de France devant cette association (vouée à la défense du patrimoine culturel et culturel juif, à l'entraide et à la solidarité avec Israël) revêtait donc une signification politique toute particulière.

Après avoir rappelé sa dénonciation de l'antisémitisme et du racisme hitlérien avant la seconde guerre mondiale et ses prises de position en faveur de la création de l'Etat d'Israël, le Prince a vivement condamné les thèses révisionnistes quant au génocide du peuple juif: « toute personne d'honneur ressent un frisson d'horreur devant cette froide et inhumaine détermination à martyriser puis à tuer systématiquement un peuple sans défense, livré à la brutalité et à la sauvagerie cruelle et raffinée de (ses) bourreaux (...) Ceux qui nient ces réalités n'ont pas de cœur. Ils se situent au niveau de ceux qui martyrisèrent votre peuple. Ils sont

Face à la renaissance de l'antisémitisme et au développement du courant xénophobe, Mgr le comte de Paris a parlé clair et net le 18 décembre dernier.

créateurs d'un nouveau génocide moral qui les déshonore tout autant que leurs devanciers sinon plus encore ».

Après avoir souligné et déploré que l'antisémitisme ne suscite plus, comme après la guerre, de « réprobations véhémentes et immédiates », le comte de Paris a abordé les problèmes posés par l'immigration, et notamment par l'intégration de la communauté musulmane. Faute de réflexion préalable et de politique cohérente, les gouvernements successifs ont laissé « s'instaurer un climat de méfiance entre la communauté musulmane et la nôtre. Cette situation ne facilite pas en ce moment la mise en place des mesures urgentes et nécessaires à mettre rapidement en action pour la paix des esprits et des cœurs. »

Aux yeux du Prince, l'enseignement, « creuset spirituel, moral et culturel de la nation », est le moyen privilégié de la nécessaire politique d'intégration. « La laïcité, a-t-il précisé, n'est pas une religion mais un fait historique qui appartient à notre culture et à notre patri-

moine (et qui) doit respecter les croyances de chacun des Français et des immigrés qui souhaitent vivre chez nous ». Si la mission de l'enseignement laïc est de faire connaître la langue et de faire partager la culture française, cette double tâche ne fait pas obstacle à la pratique religieuse. Cependant, « aucun signe, ou distinction, affirmant l'appartenance à une religion ne peut, à mon avis, être toléré, aucun prosélytisme ne peut être admis » dans les établissements d'enseignement. Mais « dès lors que les religions sont acceptées chez nous, les lieux de culte doivent l'être. Leur construction et leur entretien devront être à la charge de chaque communauté dans le respect des principes de la laïcité de l'Etat (...) Chaque communauté a le droit de garder, dans la vie de tous les jours, son identité ».

Abordant dans sa conclusion les questions institutionnelles, le chef de la Maison de France a rappelé qu'il avait souhaité l'élection du Président au suffrage universel et qu'il ne regrettait pas d'avoir ainsi « confirmé et renforcé » le caractère

monarchique que le général de Gaulle a donné à notre Constitution. Mais le Prince a également montré que les grandes réformes nécessaires à notre pays exigent « la pérennité dans le temps que la monarchie pourrait apporter » et « la mise à l'abri des compétitions électorales » du chef de l'Etat: alors « le rôle arbitral du souverain ne pourrait plus être mis en doute et le Roi deviendrait le recours permettant et facilitant les mutations indispensables ». Un Roi « rassembleur, arbitre et unificateur », inspiré par l'équité et garant des droits de chacun, et notamment de ceux des minorités.

Un débat animé et cordial a suivi cette conférence, que le Prince a conclue en adressant un message d'amitié à l'ensemble de la communauté juive.

Yves LANDEVENNEC

■ Au cours de la réunion du B'nai B'rith, les organisateurs, apprenant la présence de Bertrand Renouvin dans la salle, ont tenu à rendre un hommage remarqué à son éditorial « Face à l'antisémitisme » paru dans le numéro 521 de « Royaliste ».

royaliste

SOMMAIRE: p. 2: Le Prince et le B'nai B'rith - p.3: Une réaction nobiliaire en 1989! - p.4: Les folies Solférino - Rocard et l'espoir - p.5: La décennie japonaise - 6-7: L'Etat-brancardier - p.8: Pour l'honneur - National-populisme - p.9: Pour un vrai dialogue européen - p.10: Les enfants du mépris - L'avenir de la noblesse - p.11: Action royaliste - p.12: Editorial: Qu'est-ce qu'un roi?

REDACTION-ADMINISTRATION
17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris
☎ (1) 42.97.42.57
Dir. de la publication: Yvan AUMONT
Comm. Parit. 51700 - ISSN 0151-5772
Diffusion NMPP - Imprimé en France

bulletin d'abonnement

Je souscris un abonnement de trois mois (75 F), six mois (140 F), un an (220 F), soutien (350 F) *

(*) Encadrez la formule de votre choix

NOM: Prénom:

Adresse:

Profession: Date de naissance

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris - CCP 18 104 06 N Paris

Une réaction nobiliaire en 1989!

Non, ce n'est pas le « seuil de tolérance », c'est celui du tolérable qui est depuis longtemps dépassé. En cette année 89, où la France se targuait de célébrer l'acquis de sa Révolution, elle a enregistré sur presque tous les fronts intérieurs la défaite de la créativité démocratique au profit du confort de ses privilégiés.

taires des personnes dans les communautés concrètes, l'autre national et historique, qui les associe au destin de leur patrie.

Grands prêtres et seigneurs de l'ordre patriotique, ils croiraient le profaner en admettant

Creusement des inégalités de revenu entre riches et pauvres, étouffement des revendications des travailleurs les plus modestes, consécration de fait de la société « duale » qu'on prétendait combattre, refus du partage du travail et des qualifications, ségrégation croissante des lieux d'habitation, abandon de la culture collective télévisuelle aux critères mercantiles, même par les chaînes nationales, autoabsorption de la classe politique jusque dans ses combines financières, et pour finir, concession explicite du pouvoir aux arguments paniques d'une droite populiste fascinante.

Rendre hommage aux efforts méritoires fournis en sens inverse ne dispense pas de tirer un trait sous le bilan et de le déclarer - eu égard aux ambitions affichées que nous approuvions - négatif.

C'est dans ce contexte que n'a cessé de se poser la question de l'insertion sociale des immigrés sans recevoir le moindre commencement de solution. La querelle des fous de Creil, l'issue des élections partielles de Dreux et de Marseille ont même fait régresser gravement l'opinion:

1/ en faisant de la présence des étrangers en France un problème-clé lié au déficit social, voire à l'identité nationale, comme n'avait cessé de le prêcher l'extrême-droite, 2/ en conduisant l'Etat à enterrer cette conception, soit par les mesures gouvernementales hâtivement déclarées au len-



demain du scrutin, soit par les expressions (seuil de tolérance) et les chiffres (4 millions d'immigrés) fâcheusement retrouvés dans la bouche du Président.

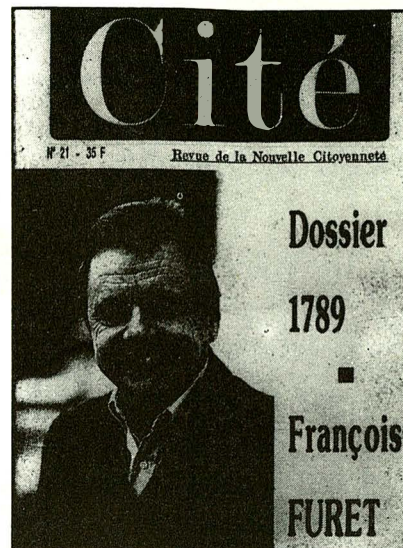
Les choses sont tristement claires et doivent être clairement dites: la République est ici désarmée. Elle l'est pour des raisons de conjoncture: tout l'élan généreusement intégrateur du premier septennat s'est brisé sur les mesures démagogiques prises par les Pasqua-Pandraud de la cohabitation et n'a pas été relancé par la suite. Elle l'est pour des raisons plus fondamentales qui tiennent aux limitations d'une pratique citoyenne archaïque: nos jacobins se cramponnent à une conception sacrale de la citoyenneté qui la rend indivisible et totémique. Ils cultivent à l'égard du droit de vote la même idolâtrie que celle des privilégiés d'Ancien Régime à l'égard de la distinction des ordres dans la nation. Ils ne conçoivent pas que puissent coexister deux types de participation démocratique, l'un naturel et local, qui répond aux droits élémentaires

à la citoyenneté locale, élémentaire, le petit peuple des non-nationaux; ils élèvent contre lui un « mur patriotique » analogue au « mur d'argent » du suffrage censitaire édicté par la Constituante. Au moment où les peuples de la moitié de l'Europe enfantent la démocratie, ils avortent la nôtre.

Leur parti-pris du tout-ou-rien insulte la morale autant que l'expérience. Au même moment, les pratiques évoluent: à Marc-en-Bareuil, à Hérouville-Saint-Clair, des conseils municipaux associés sont légalement élus par les communautés étrangères et les insèrent sans crainte dans la vie municipale. La convivialité est une pédagogie, l'exclusive une défaite de la société.

Le rôle de l'Etat est en cause. Qu'il généralise d'abord le statut consultatif des communautés étrangères, les sorte du ghetto civique où veut les enfermer un cléralisme honteux, et l'on verra en peu d'années combien cette participation enfin universelle remonte aux sources de notre propre relation à la cité.

Luc de GOUSTINE



Vient de paraître !

Au sommaire du N° 21 de Cité :

Dossier REVOLUTION 1789

- Entretien avec François FURET
- Colloque «Célébrer 1789» avec les interventions de Blandine Barret-Kriegel, Jacques Solé et Lucien Sfez
- Les prémices de la Révolution en Limousin
- L'opinion avant la Révolution
- Evénements méconnus de la Révolution
- Burke et la représentation nationale
- David, l'Art et la Révolution

CHEMINS DU MONDE

- Images des Seychelles
- Notes sur les Etats-Unis

Le numéro 35 F mais il est encore mieux de s'abonner !

BULLETIN DE COMMANDE OU D'ABONNEMENT

Nom/Prénom :

Adresse :

☐ commande le numéro 21 de "Cité" et verse 35 F.

☐ s'abonne à "Cité" pour un an (4 numéros) et verse 125F.

Règlements à l'ordre de "Cité" CCP Paris 23 982 63

Cacophonie

Les folies Solférino

Le Parti socialiste a un siège, rue de Solférino, un premier secrétaire, des fédérations et des sections. Mais existe-t-il toujours en tant que tel ?

Peut-on encore parler du Parti socialiste ? Ou faut-il à nouveau parler, comme avant la création de la S.F.I.O. en 1905, des partis socialistes ? Et encore, l'évocation des divisions du socialisme au début du siècle pourrait induire en erreur: Jean Jaurès et Jules Guesde avaient chacun une pensée et un projet politiques autour desquels se rassemblaient des militants qui avaient une claire conscience de leur identité. Mais aujourd'hui ? Dans l'ambiance balkanique, voire libanaise, qui règne chez les socialistes, il est impossible de distinguer, intellectuellement et politiquement, les courants qui se déchirent.

Quelle est l'identité des Rocardiens ? Michel Rocard. Quelle est la pensée-Rocard ? Nul ne le sait. Quelle est la politique du premier ministre Rocard ? Devenir président de la République, ce qui signifie que le premier ministre est aussi (ou d'abord ?) un candidat qui «gère» son image, son capital de militants et son potentiel électoral avec une prudence qui l'empêche d'avoir une politique...

Quelle est l'identité des Jospinistes ? Lionel Jospin. Quelle est la stratégie de Lionel Jospin ? Conserver son pouvoir, aujourd'hui indirect, dans le P.S. afin qu'il lui serve d'instrument dans la prochaine présidentielle. Quelle est la pensée, quel est le projet politique de Lionel ? On l'ignore.

Quelle est l'identité des Fabiusiens ? Vous ne le devinerez jamais: Laurent Fabius. Quelle est la stratégie fabiusienne ?

Prendre le contrôle du P.S. pour que Laurent puisse gagner les prochaines présidentielles. Quelle est la pensée, quel est le projet de Laurent Fabius ? Mystère.

La guerre acharnée que se font les présidentiables avoués se complique des ambitions de quelques autres barons qui se voient Premier secrétaire, Premier ministre ou même président de la République: Louis Mermaz, Michel Delebarre, Jacques Delors.

Résultat ? Le P.S. n'est plus que le lieu où s'affrontent des courants antagonistes fédérés par des personnalités rivales. Ce qui lui tient lieu de politique est conçu en fonction du congrès de Rennes. Ce qui lui tient lieu de projet concerne le congrès de Rennes. Ce qui lui tient lieu d'identité apparaîtra, ou pas, après le congrès de Rennes. Et maintenant, adhérez si le cœur vous en dit. Mais sachez que le P.S. n'y tient pas: cela pourrait modifier l'équilibre des courants et par conséquent les résultats du congrès de Rennes.

Sylvie FERNOY

Défi

Rocard et l'espoir

Est-ce la publication du document du CERC* sur l'accroissement des inégalités ou les critiques internes au PS qui ont décidé M. Rocard à traiter le sujet devant le Conseil Economique et Social.



en ce moment... Tout cela est bel et bon, mais on a envie de demander à M. Rocard qui, depuis le début des années 80 et à l'exception de l'intermède chiraquien, gouverne.

Certes le Premier ministre fait, une nouvelle fois et à juste titre, du chômage sa priorité. Certes il se montre sensible à cette coupure que représente pour le pays la difficulté d'accès des jeunes à la vie professionnelle. Certes il a raison de penser qu'il faut «changer le travail» et il n'est pas stupide d'affirmer que «... le progrès social doit s'organiser dès la distribution des revenus primaires...» Mais, à le lire, une question obsédante revient sans cesse: comment ? Car on attend en vain les propositions concrètes.

Mais il y a plus inquiétant, notamment lorsque M. Rocard déclare tout de go que «l'Etat ne peut que corriger à la marge les inégalités» et que «le premier devoir du gouvernement est de veiller à préserver l'équilibre macro-économique». Ces deux exemples, choisis parmi d'autres, donnent aux propos du chef du gouvernement une tonalité bien libérale...

En somme, et sans le dire clairement, M. Rocard se propose de mener la même politique que feu l'opposition. M. Barre l'a bien compris - mais de façon plus intelligente et avec plus de générosité. C'est là un «défi» qui ne paraît pas insurmontable. Mais il nous semble loin d'être suffisant. A vaincre sans péril...

Alain SOLARI

Evidemment, auprès du drame roumain ou du soulèvement de la liberté en Europe centrale, les états d'âme des privilégiés que nous sommes peuvent sembler puérils; mais il ne faut pas oublier que derrière cette richesse globale, il y a des laissés pour compte qui paient cher le prix des inégalités.

Devant le C.E.S., Michel Rocard a «fait très fort»: «Je ne laisserai pas la société française fabriquer des hommes et des femmes qui auraient perdu l'espoir». Des esprits caustiques pourraient lui rétorquer que, pour une large part, c'est déjà fait; et, sauf à être suivies d'effets ces déclarations pourraient passer pour celles d'un matamore. Dans la première partie, le Premier ministre ne fait que montrer sa conscience d'un problème que le CERC a révélé avant lui. Il parle de «l'inégalité des revenus du travail et du capital» et constate que «l'argent va à l'argent, les fortunes prospèrent plus vite que la petite épargne. Le seuil de tolérance pour les inégalités du patrimoine est proche...» Décidément, la gauche découvre bien des «seuils de tolérance»

Centre d'Etudes des Revenus et des Coûts, voir «Royaliste» n°526.

1990

La décennie japonaise

Ironie des modes: japonais maniaques lorsque le Japon était inimitable, en moins de dix ans sont devenus nippophobes au moment où les Japonais commencent à nous ressembler. Exotiques tant qu'ils restaient dans leur monde, ils nous dérangent à mesure qu'ils se rapprochent. Passe encore qu'ils réussissent avec leurs méthodes barbares, mais s'ils triomphent avec une échelle de valeurs peu différente, c'est que nous sommes moins bons et que les règles du jeu ne peuvent pas être modifiées. On trouve alors deux types d'analyses et de réactions.

Le premier part du passé. Il est défensif face à la « revanche des vaincus » de la dernière guerre, Japon comme Allemagne, dont on craint qu'ils ne reconstituent leur zone d'influence, Mitteleuropa ici, sphère de co-prospérité là, qu'ils ne renversent les alliances, libres de choisir (ou de ne pas choisir) entre Etats-Unis et URSS, de fournir par exemple à cette dernière des semi-conducteurs en échange des Kouriles du nord, objet d'un codicile aux accords de Yalta, ou de le laisser entendre. C'est refuser de voir ce qui différencie la position centrale de l'un, insulaire de l'autre, qui définit pour l'un un mode d'insertion dans le système européen et sa limite, l'Allemagne ayant peu d'intérêts extra-continentaux, pour l'autre une contrainte d'ouverture sans limites sur le monde.

La seconde approche est futuriste et utopiste. « La Méditerranée océan du passé, l'Atlantique océan du présent, le Pacifique océan de l'avenir », la vision de John Hay est vieille d'un siècle. Tokyo centre du monde après New-York, Londres, Amsterdam et Rome, le yen remplaçant le dollar qui

Tous les regards fixés sur l'Est européen, liquidant notre passé, nous en oublierions que les années 90, partout dans le monde y compris en Europe, seront influencées par le Japon et sa révolution silencieuse.



avait supplanté la livre, la théorie d'Attali reste linéaire là où il ne peut plus y avoir de combinaison, multipolarité, coexistence. Aucune prévision n'a de sens au-delà d'une génération, c'est-à-dire aujourd'hui dix ans. Le Soleil Levant atteindra son zénith selon certains experts vers le milieu des années 90. Le taux d'épargne se normalisera. Le surplus de capitaux ira s'amenuisant, les facteurs de maturité se développeront à mesure que l'ombre portée sera plus allongée.

Il y a une invasion dès lors qu'il y a acte d'hostilité et altérité radicale, un ennemi culturellement, racialement irréductible à soi. Le seul pays à parler du Japon en termes objectifs est l'Angleterre, puissance insu-

laire, protégée contre les invasions continentales, puissance maritime, premier investisseur étranger aux Etats-Unis avant le Japon, premier pays d'investissement pour le Japon en Europe, alliée traditionnelle du Japon (1902) sauf entre-deux-guerres, la paix de Versailles ayant rejeté le Japon dans les ténèbres extérieures, les non-blancs, les moins développés.

Jusqu'à la génération actuelle au pouvoir, le Japon a dû se comporter en pays sortant du sous-développement et de l'humiliation. Ce ne sera plus vrai pour la nouvelle génération. Anglais et Japonais, éternels mal-aimés des continents, portent les uns sur les

autres un regard plus vrai. Un ouvrage britannique récent s'inscrivant en faux contre la vague de nippophobie s'intitule **Le Soleil aussi se couche** (1).

Que voit-on en effet ? Un nouvel Empereur qui souhaite une monarchie à la britannique, des élections en début d'année qui confirmeront la fin de l'ascendant incontesté du parti libéral-démocrate sous le coup de scandales qui reflètent l'évolution du système économique et financier - le déséquilibre entre profits immobiliers et boursiers d'une part, l'industrie et les consommateurs de l'autre, la transformation du mode de gestion des sociétés qui, organisées hier pour l'exportation, se convertissent en authentiques multinationales - des élections qui confirmeront également les changements de comportement, la montée des femmes dans un monde d'hommes qui n'échappe plus au scandale de moralité, une société nouvelle, ouverte, individualiste et critique.

L'intérêt des Américains et des Européens est de travailler avec le Japon réel et non avec un mythe, de lier le Japon dans un système politique et économique global donc commun. Le devenir du monde dépend de la capacité du Japon à s'adapter au changement, lui qui a su montrer depuis 1945 comment toujours se transcender en restant soi-même. L'invitation vaut également pour nous. Se rapprochant, le Japon nous renvoie une image encore déformée, mais désormais plus claire de notre civilisation. Purifiant notre regard sur lui, il nous faut nous assumer aussi dans le regard qu'il porte sur nous.

Yves LA MARCK

(1) par le chef de la rubrique « affaires » de l'hebdomadaire *The Economist*.

L'Etat-brancard

● **Royaliste:** Dans votre dernier livre, «L'Etat brancardier», vous soulignez l'importance de l'année 1982-83 pour l'industrie française. En quoi est-elle une rupture par rapport aux pratiques en vigueur jusqu'alors ?

Elie Cohen: L'année 1982-83 sera, pour les historiens, une année charnière pour l'industrie et l'économie françaises parce qu'elle concentre un certain nombre d'événements et de données qui questionnent très fortement à la fois le mode de développement économique de la France de l'après-guerre et le mode d'intervention de l'administration économique, voire l'action du politique dans la sphère économique. Pour donner une approche rapide du problème, en 1982-83, la plupart des entreprises françaises (publiques ou privées), à l'exception du luxe et des boissons gazeuses sont en situation de pertes graves. Certains indicateurs, comme le taux de rentabilité du capital, sont négatifs. Rien ne va plus, et pourtant, la France est le pays qui, quelques années auparavant, en 1973-74, avait réussi la plus fantastique croissance du monde capitaliste derrière le Japon.

● **Royaliste:** Que s'est-il passé, entre 1973-74 et 1982-83, pour que la quasi-totalité de l'appareil industriel français soit dans cet état de faillite ?

Elie Cohen: Il y a des évolutions, des choix, des stratégies, dont il faut rendre compte: c'est le premier élément.

Le deuxième élément d'explication réside dans l'intervention économique de l'Etat. En 1982-83, il faut savoir que les membres les plus brillants de l'administration s'appliquent à essayer d'inventer des rustines capables de colmater les brèches d'un appareil industriel qui prend l'eau de toute part. C'est l'époque où

50% de l'investissement est bonifié d'une manière ou d'une autre, au titre de l'aide à l'exportation, de l'aide aux entreprises en difficulté... en vain.

Cette inefficacité de l'intervention de l'Etat dans le domaine de la politique industrielle est d'autant plus surprenante que la France avait été capable d'inventer toute une série d'outils qui manifestait un étonnant génie créatif de son Administration au service de l'industrie (comme le Plan, l'économie concertée, le volontarisme industriel). A tel point qu'on a longtemps cru que c'était grâce à une direction relativement souple de l'appareil économique, en fonction d'objectifs de développement élaborés dans le cadre d'une large concertation, que l'industrie française était si vigoureuse.

Troisième élément, au niveau politique, l'année 1982-83 est marquée par une espèce de désarroi: la grande question devient «que faire ?». Non pas parce que les socialistes, en arrivant au pouvoir en 1981, auraient appliqué une politique économique radicalement différente, mais parce qu'ils ont exacerbé un certain nombre de tendances interventionnistes qui avaient prospéré après-guerre mais aussi dans la période 1974-1981: la politique de Chevènement, au ministère de l'Industrie, n'étant que la pointe avancée de l'interventionnisme giscardien. Jusqu'en 1982, on pensait que des institutions stables et un pouvoir politique fort avaient la capacité de faire face à des transformations rapides de l'environnement économique, or, on constate avec stupeur que cela n'est pas suffisant et que depuis 1979, l'appareil industriel de la France traverse une crise grave.

● **Royaliste:** Une fois ce constat établi, les réponses données ont-

elles été satisfaisante, selon vous ?

Elie Cohen: Les réponses macro-économiques manquaient de sérieux. On nous expliquait que des phénomènes exogènes, comme le choc pétrolier de 1974, avaient des implications sur l'économie française et que, comme les marges de manœuvre étaient quasiment nulles, on était obligé de subir passivement des évolutions qu'on ne maîtrisait guère.

Les explications micro-économiques n'étaient pas plus satisfaisantes. On prétendait par exemple, que la crise du textile français était due à l'existence d'une main d'œuvre bon marché dans les pays en voie de développement ou que la machine-outil française n'allait pas bien parce qu'elle était incapable de rivaliser avec l'allemande.

Il y avait aussi les explications de type «culturaliste» qui venaient «enrichir» les explications économiques et selon lesquelles le Français était inapte à l'exportation, ...

● **Royaliste:** Quelle méthode avez-vous adoptée pour tenter de fournir à ce phénomène une explication sérieuse ?

Elie Cohen: J'ai décidé

De faillites spectaculaires en crises graves, le monde industriel français est-il entré dans un déclin inexorable ? Dans son dernier livre «L'Etat brancardier» (Calmann-Lévy), Elie Cohen s'est livré à une analyse minutieuse et précise des faillites, petites ou grandes, des industries françaises. De son étude ressort une connaissance nouvelle de notre tissu industriel, et les perspectives qu'elle ouvre permettent un certain optimisme.



et industrielle. Ensuite, il existe au cours de la période 1974-84, un certain nombre de crises conjoncturelles aux conséquences d'autant plus dévastatrices qu'elles se superposent à une crise de l'économie d'endettement, à une crise de la spécialisation et une crise des structures industrielles.

Crise de l'économie d'endettement. Il faut savoir que depuis 1945, les entreprises ont financé leur développement, d'abord auprès du Trésor public, ensuite auprès d'institutions financières gravitant autour, puis auprès d'institutions financières spécialisées dépendant toujours du Trésor, enfin auprès de banques spécialisées dans le crédit à long terme et à moyen terme. Les entreprises avaient donc plus à faire à un système financier piloté par l'Etat que par le marché.

Ce système a permis une fantastique croissance de l'industrie française à un coût relativement faible. Car la condition sine qua non de fonctionnement d'un tel système réside dans des taux d'intérêt réels négatifs. Or, à partir du moment où les taux d'intérêt augmentent et s'élèvent jusqu'à 7% les entreprises sont asphyxiées et comme elles ont peu de fonds propres c'est la catastrophe. Tout ceci pour dire qu'un système vertueux peut devenir pervers dans un contexte de crise.

Crise de spécialisation. Une idée reçue consiste à dire que l'industrie française ne serait pas spécialisée. C'est une erreur, elle a un certain type de spécialisation et, à partir de ce moment, elle n'a pas les autres. Après la guerre l'Etat lance un certain nombre de grands projets (le nucléaire, le spatial, l'aéronautique...). On a longtemps pensé que ces initiatives heureuses de la part du gouvernement n'avaient pas d'impact particulier sauf bénéfique sur le système industriel. Or, quand on étudie de très près, les grands groupes industriels, et notamment Creusot-Loire (Schneider), point fort de la France dans le domaine de l'industrie et de la mécanique, on remarque un phénomène très curieux de tropisme vers les grands marchés d'Etat. En d'autres termes, une entreprise comme Schneider va faire le choix du nucléaire et renoncera à la machine-outil.

Quand on multiplie les exemples avec Thomson, la CGE... on arrive à la situation où la spécialisation française induite par les grands projets d'initiative étatique a eu pour effet le relatif désinvestissement d'un certain nombre de secteurs comme la mécanique, la mécanique lourde, l'électronique grand public. L'effet vertueux des grands projets s'est transformé en facteur de faiblesse.

Crise des structures industrielles. Après-guerre, on assiste, en France, à un phénomène de croissance industrielle que j'ai appelé croissance extensible qui consiste en une multiplication des PME dans des domaines traditionnellement faibles (mécanique, construction...) qui vont longtemps survivre sans consolider les acquis de marché, non seulement parce qu'elles sont trop petites et trop fragmentées, mais aussi et surtout parce qu'elles refuseront les concentrations au moment opportun. Il faut savoir, qu'en France, les premières concentrations datent des années 60 - alors qu'elles datent des années 1920-30 en Allemagne ou en Grande Bretagne, et du début du siècle aux Etats-Unis - et encore ne s'agit-il que de concentrations à la française avec maintien des sites et des équipements. On fait le pari que c'est sur la croissance et l'érosion nationale que les grands groupes industriels vont pouvoir se structurer, mais la crise est proche, et lorsqu'elle frappe, en 1974, on s'aperçoit que les grands groupes français sont des colosses aux pieds d'argile.

● **Royaliste:** Cette crise intervient à un moment où les outils macro-économiques habituels ne répondent pas, d'où des retards extrêmement graves, mais aussi à un moment où les interventions sectorielles de l'Etat ne sont pas d'une grande efficacité; pourquoi ?

Elie Cohen: Il faut avoir présent à l'esprit trois grands cas de figures. Premièrement, l'Etat veut faire endosser à un groupe industriel un choix stratégique. Par exemple, en 1982, il demande à Thomson de se lancer dans la fabrication de magnétoscopes. Ce type d'intervention ne débouche jamais car le groupe industriel a la capacité, que n'a pas le gouvernement, d'imposer sur la durée sa propre politique.

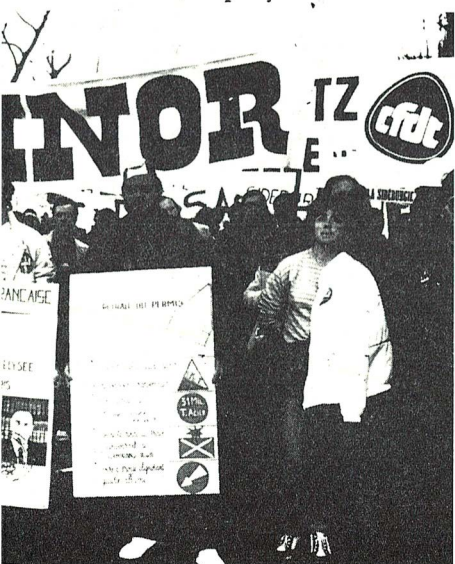
Deuxièmement, l'Etat intervient en faveur d'une entreprise en difficulté. Soit il finance cette entreprise en imposant un choix stratégique qu'il n'a pas les moyens de faire respecter (Boussac), soit il paye des sommes considérables pour une entreprise qui n'a aucun projet particulier et qui, par son existence même constitue un non-sens économique.

Troisièmement, il intervient avec une certaine efficacité pour aider les entreprises à s'y retrouver dans le maquis administratif (le CIRI, après le CIASI, a eu cette fonction).

L'aspect le plus important c'est qu'au niveau politique, ces crises n'ont pu être traitées en profondeur. Dès lors, entre 1974 et 1982-83 la situation est allée en se dégradant jusqu'au moment où en 1983 des choix extrêmement courageux vont être effectués. Tout d'abord, symboliquement, on va mettre à mort, un grand groupe industriel (Creusot-Loire). Ensuite, on commence à démanteler l'économie de financement administré et on opte pour le choix du marché financier comme outil de financement des entreprises françaises. Par ailleurs, on adopte un certain nombre de politiques macro-économiques qui vont aboutir à une transformation du partage de la valeur ajoutée plus favorable aux entreprises qui vont pouvoir se désendetter, investir à l'étranger et effectuer des investissements productifs. Enfin, François Mitterrand va très clairement faire le choix de l'intégration européenne. Ce choix a eu un effet vertueux constatable aujourd'hui parce qu'en économie ce qui est déterminant plus que les mesures tangibles, c'est la formation des anticipations, or, à ce niveau, l'horizon mythique de 1992 a fonctionné comme un fantasme accélérateur de modification et de restructuration industrielles.

Pour ces différentes raisons, je dirais que le traumatisme de 1982-83 a ouvert la voie à l'une des corrections les plus radicales de politique macro-économique qu'on ait connu en France depuis 1945 et, probablement, une des transformations les plus essentielles de l'économie française, et pas seulement depuis 1945.

Propos recueillis
par Patrice Le Roué



Révolution

Pour l'honneur...

Dans la collection «Gens de l'ouest sous la révolution», les éditions Ouest-France ont publié un ouvrage de Roger Dupuy dont le titre résume parfaitement la thèse de l'auteur, maître de conférence à l'Université de Haute-Bretagne: «la noblesse entre l'exil et la mort».

A la veille de la Révolution la noblesse (dans l'Ouest et singulièrement en Bretagne) apparaît comme un ordre contrasté, contesté par la paysannerie qui ne veut plus payer les droits féodaux, mais encore plus radicalement peut-être, par la bourgeoisie des villes. Les membres du Parlement de Bretagne n'étaient d'ailleurs pas loin de penser que Versailles manipulait le Tiers Etat pour attenter aux libertés provinciales.

Lorsqu'éclatent les événements de 89, ces messieurs se replient donc sur leurs châteaux et ce premier exil champêtre préfigure d'autres dramatiques éloignements. Pendant la grande peur de l'été 89, puis pendant les journées d'Octobre et surtout en février 90, nombreux sont ceux qui se décident soudainement à aller prendre les eaux en Allemagne ou à régler quelques affaires urgentes en Angleterre.

Au nom de «l'honneur», la fuite de Varennes va précipiter le mouvement; «*L'épidémie est générale (...) la noblesse est folle*», écrira le marquis de Ferrières. Jean-Dominique de la Rochefoucauld note également dans l'entretien accordé à la revue Autrement que «*souvent, en France, la légitimité est née de la défense du sol de la patrie. Rarement de la collaboration avec l'agresseur*».

Ces départs vers le Rhin sont

mal perçus par ceux qui restent, ceux que les chefs de paroisse iront chercher pour prendre la tête de leurs troupes quand ils seront devenus victimes des excès de la Révolution. Roger Dupuy dresse quelques beaux portraits de ces héros des guerres de Vendée et de la Chouannerie, mais relève qu'au nord de la Loire on trouve peu de nobles dans les premiers affrontements de mars 93.

Il explique fort bien l'hostilité anti-nobiliaire des chefs chouans lors de la 2ème chouannerie (juin 95), face aux «tards venus» qui réclament des commandements, et souligne le «nouvel et tragique échec de l'émigration militaire» que révèle le désastre de Quiberon; sur les 790 fusillés du champ des martyrs, 366 sont des nobles...

Dans l'Ouest, deux contre-Révolution ont uni leurs efforts pathétiques: celle des paysans qui refusaient la conscription et les atteintes à la liberté religieuse, celles des nobles qui souhaitaient le retour à l'Ancien Régime; dans la tourmente des événements ces derniers n'ont eu véritablement le choix qu'entre l'exil et la mort...

Rémy TALBOT

Roger Dupuy, *La noblesse entre l'exil et la mort*, Editions Ouest-France, prix franco: 90 F.

■ «Noblesse oblige», revue Autrement, n°89.

3 et 4 Février : Congrès de la N.A.R.

Adhérez !

pour pouvoir participer au Congrès

Volksgemeinschaft

National-Populisme

Sur l'extrême-droite allemande et sur les liens idéologiques entre le nationalisme et l'écologie, deux textes de référence publiés par la revue Lignes.



tion raciste, exaltation de l'identité nationale définie par le concept (hitlérien) de «Volksgemeinschaft», dénonciation d'un «conseil central allemand des juifs» qui agirait comme une force d'occupation en R.F.A., révisionnisme historique quant au nazisme et, bien sûr, réunification des deux Allemagnes. On comprend que Franz et Jean-Marie soient devenus amis...

Cette réaction identitaire contre diverses formes de «colonisation» s'observe également dans la revue «Wir Selbst» (Nous-Mêmes) sur laquelle Danny Trom donne une analyse très fouillée dans le même numéro de Lignes. Fondée en 1979, cette revue présente la particularité de se situer organiquement dans la mouvance des Verts et de rassembler des «nationaux-révolutionnaires» qui veulent développer un mouvement nationaliste, neutraliste et pacifiste. Elle constitue ainsi un point stratégique où se rencontrent le discours de la gauche anti-impérialiste et écologique et un discours identitaire, ethnicisant et germano-romantique qui n'est pas sans séduire certains intellectuels. Sous cette tentative ambiguë, Danny Trom nous fait découvrir une inquiétante cohérence dont nous devons nous aviser.

Des articles de Mark Hunyadi (sur Habermas) et de P.A. Taguieff (sur la philosophie du droit de Chaïm Perelman) ajoutent à la grande qualité de la revue que dirige Michel Surya.

B. LA RICHARDAIS

Revue Lignes n°7. Librairie Séguier - Prix franco 88 F.

Pour un vrai dialogue européen

■ Gérard Leclerc



La tragédie roumaine est à la mesure de la genèse de la liberté. Même si, fort heureusement, les autres peuples européens de l'Est n'ont pas eu à affronter les mercenaires nihilistes d'une tyrannie ubuesque, ils ont devant eux une tâche gigantesque, pour inventer les formes modernes de leur émancipation. Déjà un débat est engagé sur la nature de la mutation en cours.

Pour certains, nous assistons, purement et simplement à la fin de l'histoire, par la mise à mort du système et de l'idéologie qui faisait barrage au processus inexorable de la modernité. Régis Debray est d'un avis diamétralement contraire. Ce serait à un extraordinaire retour de l'histoire auquel nous assisterions avec l'émergence de tout ce qui avait été emprisonné, bridé ou même brisé, les réalités nationales et religieuses, la vie même de l'Esprit. Pour d'autres encore, ce retour du passé constituerait une menace lourde de conséquences pour l'avenir de tous ces pays. Alain Minc l'affirmait récemment sans nuances: les phénomènes nationaux et religieux qui avaient jusqu'alors des effets libérateurs constitueraient désormais des obstacles au progrès.

Il y a sans doute beaucoup à retenir dans les propositions des uns et des autres, car toutes contiennent leurs éléments de vérité. Par exemple, les poussées nationalistes peuvent provoquer des ébranlements dévastateurs. Peut-on vraiment souhaiter que Gorbatchev soit déstabilisé par un embrasement généralisé des communautés minoritaires de son empire ? Mais à l'inverse, peut-on dénier à ces peuples le droit à s'affranchir d'une tutelle insupportable ? Autre exemple: le phénomène religieux associé à une revendication nationalitaire débouche historiquement sur une sorte de messianisme ambigu. Ce qui est vrai pour la sainte Russie l'est aussi à certains égards pour la Pologne. Doit-on en déduire une logique de fatalité qui empêcherait les communautés religieuses ou nationales en cause d'exercer leur discernement ? J'ai peur que le débat en cours ne débouche une nouvelle fois sur un dialogue de sourds dont les discussions récentes sur la laïcité seraient le fâcheux prologue.

Mon intuition personnelle est que les difficultés signalées sont réelles mais non absolument déterminantes, du moins si on n'établit pas a priori des logiques d'incompatibilité. Des éléments contraires ne sont pas forcément contradictoires. Par ailleurs, l'histoire elle-même, au-delà de ses impasses, indique parfois des solutions de conciliation ou de dépassement. Je songe à ce que François Fetjo a écrit sur l'empire des Habsbourg et la nécessité de liens fédéraux pour les pays d'Europe centrale. Mais le problème russe qui conditionne tout l'équilibre européen doit être traité par priorité si l'on veut être rigoureux et ne pas faire semblant de croire que l'Europe de demain vivra indépendamment de Moscou.

J'ai lu à ce propos, avec un grand intérêt, les articles que mon ami Bernard-Henri Lévy, retour d'URSS, vient de publier dans «Le Figaro». La tonalité générale en est plutôt alarmante, confirmant toutes les craintes que l'on pouvait concevoir à l'égard d'un pays figé par soixante-dix ans de communisme: «Un peuple cassé, oui. Un peuple sans ressort. Un peuple où l'on ne sent plus comme en Tchécoslovaquie ou en Allemagne ni l'énergie ni le désir qui font les révolutions réussies... Si je retire une leçon de ce voyage c'est qu'Alexandre Zinoviev n'avait peut-être pas, au fond, si tort qu'on a bien voulu le dire: l'homo sovieticus existe et c'est lui qui, au fond, fait obstacle à la perestroïka».

Plus encore, ce serait tout le poids d'une tradition qui enfermerait la Russie de toujours dans son refus de la rationalité européenne. Le conflit n'est pas nouveau: «Car au fond, de deux choses l'une. Ou bien l'URSS appartient à l'Europe: elle est aussi le pays de Pierre-le-Grand, de Catherine II, de Petersbourg; elle est l'héritière de Pouchkine, de Lomonossov, de Raditchev; et alors la culture du droit et de la loi, de la démocratie et de la technique à toutes les chances d'y fleurir. Ou bien elle n'y appartient pas: elle est le pays des icônes et de la Vierge de Vladimir, elle reste la terre de Pskov, d'Ivan Kolita, de Dimitri Donskoï; elle reste comme dans l'architecture de Saint Basile ou de la vieille imprimerie de la rue du 25 octobre, physiquement prisonnière de cette slavité primordiale; elle peut avoir dans ce cas, mille beautés, mille vertus, mille mérites, mais probablement pas celui d'être en mesure d'absorber le message occidental des amis de M. Gorbatchev» Ce débat culturel n'est pas nouveau, puisqu'il domine le XIX^{ème} siècle russe avec la lutte entre occidentalistes et slavophiles. La dénonciation du mythe slavophile était déjà le souci premier d'un Henri Massis dans Défense de l'Occident. Alain Besançon a perfectionné le réquisitoire avec toutes les ressources de son savoir russe qui est considérable. Le mérite de Bernard-Henri Lévy est de marquer, de façon très convainquante, l'actualité de cette question que l'on aurait pu croire obsolète. Mais le retour du refoulé s'opère en puissance dans ces périodes de dénouement.

Pour ma part, je me garderai bien de jeter un doute sur la pertinence de ce débat. Je ne formulerai d'objections que sur la radicalité des oppositions en cause. Lorsque Bernard-Henri Lévy s'interroge sur la position de Soljénitsyne, je m'interroge également tout en étant à peu près sûr que l'auteur de L'Archipel du Goulag dépasserait ce conflit dans une synthèse de conciliation. Cela me gênerait que Dostoïevski soit purement et simplement renvoyé au néant avec toute la tradition orthodoxe sous prétexte d'incompatibilité avec la modernité. Nous y perdriions un patrimoine spirituel sans lequel le sens de l'universel généralement invoqué me paraîtrait désespérément vide. Les défauts et les dangers sont certains. Un Soloviev, ami de Dostoïevski, ne les ignorait pas puisqu'il a consacré une bonne partie de son œuvre à les analyser. Mais justement, c'était pour tracer une voie de dépassement et d'ouverture à l'horizon européen qui a gardé toute son actualité.

Pour Soloviev, il importait de faire sortir l'orthodoxie de son enfermement en la réintégrant dans l'orbe de l'Eglise indivise. Les chrétiens de la génération des convertis venus de l'athéisme et passés par les camps de représailles ne me paraissent pas déroger à cette voie, en dépit des remarques acerbes des tenants de la fermeture. Leur culte des icônes et de la Mère de Dieu de Vladimir ne me semble en rien contraire à leur découverte passionnée de l'Occident et de la modernité. En cela aussi ils sont proches du Soloviev qui réclamait la rencontre des nations et la liberté de la société pour surmonter les handicaps du système tsariste. N'est-il pas possible de s'engager dans cette voie qui privilégie l'ouverture et le dialogue sur la négation et la lutte à mort ? Malheureusement, depuis les Lumières c'est surtout la seconde voie qui a été choisie, au prix des désastres que l'on sait. Concilier ce qui est apparemment contraire, ne serait-ce pas le secret de la réussite de la formidable révolution en cours ?

Gérard LECLERC

Philippines

Les enfants
du mépris

Manille de Marcos ou de Cory Aquino, c'est toujours la même abomination. 100.000 ou 200.000 enfants livrés à la rue ? On ne sait plus. D'ailleurs à un pareil niveau les statistiques n'ont plus aucun sens, seule demeure l'hallucinante détresse de l'innocence livrée à l'exploitation, au racket, à la faim, à la drogue et la prostitution.

Toute cette déchéance est racontée dans un livre (1), témoignage abondamment illustré et aussi mal fait qu'il est émouvant, par J. Dallais, éducateur français qui a tout abandonné pour aller vivre, loin des bureaux climatisés des experts internationaux des problèmes de l'enfance, au milieu de ce degré zéro absolu de la misère. Ce cri lancé à travers des pages brûlantes d'indignation, mais aussi d'amour, ne peut-il tout aussi bien être lancé pour les enfants d'Addis-Abeba, Antananarivo, Bogota ou le Bronx new-yorkais... ? L'exploitation n'a pas de frontières.

Tout avenir est-il bouché pour ces enfants ? Beaucoup d'amour a permis que quelques dizaines d'entré eux soient sauvés. Goutte d'eau dans cet océan de détresse. Mais quelle récompense que ces sourires d'enfants bien vêtus arrachés des mains moites d'esthètes (?) pédophiles occidentaux ou japonais ou des griffes d'acier des maquereaux philippins.

Je noterai, en marge, que l'expérience de Dallais confirme certaines thèses sur la puissance rédemptrice de l'amour que vient de développer Boris Cyrulnik dans un essai captivant (2).

Michel FONTAURELLE

(1) J. Dallais et Elise Fischer, *Philippines, les enfants du mépris*, Fayard, prix franco: 108 F.

(2) Boris Cyrulnik, *Sous le signe du lien*, Hachette: 115 F.

Zweig

L'avenir de la nostalgie

Evoquer l'œuvre et la vie de Stefan Zweig à propos de la parution de l'ouvrage de Jean-Jacques Lafaye (1), c'est également retrouver cette « Vienne entre deux siècles » qui fut le berceau de notre Europe actuelle.

Cette Europe que l'on nous promet, n'a-t-elle pas déjà existé en cette fin du 19ème siècle, enfantant un monde nouveau dont Vienne - où naquit Zweig en 1881 - est le symbole culturel ?

Jean-Jacques Lafaye nous rappelle que Zweig est né dans une de ces familles juives parfaitement assimilées, respectant l'Empereur, parlant plusieurs langues : l'anglais, l'allemand, l'italien et le français. De surcroît, sa famille était riche; ce qui lui permet de réaliser ses rêves et de faire partie de « la fine fleur de l'exigence créatrice ! - composée par les juifs de Vienne - les peintres d'avant-garde, les plus fins écrivains ou poètes, le premier psychanalyste, les chefs d'orchestre les plus réputés et les compositeurs de l'avenir, les metteurs en scène de grand style et les architectes révolutionnaires. » Pour faire bonne mesure, ajoutons à cette énumération déjà impressionnante le fondateur du sionisme.

Zweig peut donc se livrer très jeune à sa passion de la littérature, de la poésie et du théâtre. Avant d'être lui-même créateur, il est lecteur insatiable, collectionneur de manuscrits et d'éditions rares. Voyageur également: en véritable européen cultivé de ce temps il se partage entre sa ville natale, Paris pour lequel il éprouve une véritable passion, et l'Italie quand ce n'est pas Londres ou Berlin. Les amitiés littéraires, l'admiration qu'il éprouve pour des hommes comme Verhaeren et Romain Rolland forment également une



part importante de sa formation, de sa vie.

De son œuvre aussi, puisque de ses admirations naîtra le désir d'écrire des biographies qui feront sa gloire: Balzac, Dostoïevski, Stendhal, Tolstoï, Calvin, Freud, Marie-Antoinette, Nietzsche sont parmi ceux qu'il radiographie dans des

portraits d'où le docteur Freud n'est pas absent.

La guerre de 14/18 constituera vraisemblablement la première cassure chez Zweig, dans sa foi en la vie, en son idéal qu'on peut qualifier d'« Europe de l'Esprit ». Non qu'il ait sombré dans un pessimisme total. Jean-Jacques Lafaye montre bien le partage qui se fait en lui entre « l'optimisme actif et le repli sur soi ».

Dans sa vie privée, cela est symbolisé d'une part par la femme qui partage sa vie - tout au moins une partie car Zweig fuit souvent le logis commun - et d'autre part par l'idée du suicide qui reparait cycliquement chez lui. Il tente d'exorciser avec son œuvre cet aspect de son moi profond. Par exemple lorsqu'il oppose la sagesse de Goethe à Kleist, Hölderlin et Nietzsche aux fins de vie tragiques. Qui peut avoir conscience des démons qui l'assaillent ? Lui à qui tout semble réussir, qui connaît la fortune, les succès littéraires, ceux de l'homme du monde épicurien, amateur de jolies femmes !

Peu à peu, les démons l'emporteront; grignoteront ses certitudes, son espoir en un monde meilleur. Et un jour de 1942, en un temps où les forces du mal semblent triompher, il prendra la décision ultime. C'est presque sereinement, nous dit Jean-Jacques Lafaye, qu'il choisira le suicide : « Par ce geste de souveraine indépendance, il rejoint l'éternité des grandes figures tragiques ».

Ainsi se sépare-t-il de cette Europe que nous évoquions au début de cette chronique, laissant aux générations suivantes le soin de parodier l'idée que Stefan Zweig avait vainement prônée.

Pierre LIMOUSI

(1) Jean-Jacques Lafaye, *L'avenir de la nostalgie*. Prix franco: 105 F.

MERCREDIS DE LA NAR

A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1er, 4ème étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain. La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre et gratuite), elle s'achève vers 21 h 45. Un buffet chaud est alors servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du buffet 22 F).

• **Mercredi 10 Janvier** - En écrivant «**La culture des apparences**» qu'il a modestement sous-titré «Une histoire du vêtement XVIIème-XVIIIème siècle», **Daniel ROCHE** aurait pu n'écrire qu'une nième mouture de l'histoire des costumes. Bien au contraire, son livre est une étude approfondie de la société d'Ancien régime, de ses codes, de ses impératifs moraux et religieux, de l'évolution de ses moeurs. L'histoire des apparences enregistre tous les conflits, politiques, religieux, sociaux de l'ancien monde, permettant de comprendre les logiques de l'avenir, celles des sociétés de consommation.

Professeur à Paris I et directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences sociales, Daniel Roche est l'auteur de nombreux ouvrages sur l'histoire de la société.

• **Mercredi 17 Janvier** - Après sa monumentale thèse en quatre volumes sur les historiens et la monarchie, **Blandine BARRÉ-KRIEGLER** vient de publier un petit essai intitulé «**Les droits de l'homme et le droit naturel**». Pour l'auteur, le destin juridique des droits de l'homme passe par l'avenir d'une philosophie de la loi naturelle.

GREVES

La grève qui a paralysé le fonctionnement des N.M.P.P. fin décembre a fortement perturbé la distribution dans les kiosques de notre dernier numéro (N° 527). De très nombreux lecteurs n'ont pu se le procurer. S'ils désirent le recevoir il suffit de nous en faire la demande en joignant 13 F en timbres.

Bougez avec la N.A.R. !

«Pot de l'an nouveau»

A l'initiative de la Fédération de l'Ile-de-France de la N.A.R., tous nos lecteurs et amis sont invités à venir trinquer avec nous pour fêter la Nouvelle Année

le Samedi 6 Janvier à partir de 18 h jusqu'à 20 h

dans nos locaux,

17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris (4ème étage)

à 19 h : allocution de Bertrand RENOUVIN

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Merci à tous ceux de nos amis qui, sans avoir été sollicités, versent spontanément leur obole à notre «souscription permanente». Leur aide nous est précieuse et nous permet de faire face à des échéances toujours difficiles.

Mme Auboyneau 150 F - A.B.(Loire Atlantique) 50 F - Maurice Begin 100 F - Olivier Bianchi 25 F - Anonyme Poitiers 100 F - Philippe Clavel 120 F - Catherine Clavié 100 F - Roger Cubilié 100 F - Declercq Peugniez 200 F - Phil 180 F - Philippe Delorme 100 F - Michel Denuncq 10 F - Marc Désaubiaux 150 F - Roger Doin 250 F - B.D.M. 30 F - Jean Duvignaud 280 F - Régine Gaboret 80 F - Philippe Gain d'Enquin 130 F - Gérard Génini 100 F - André Goffaux 200 F - Anonyme Aisne 50 F - Jean Marie Gurvil 100 F - Michel Henra 300 F - Christian Jeandel 100 F - Pierre Kerleroux 100 F - Jean Louis Lanhers 80 F - Solweig Letort 80 F - Alain Mercier 1230 F - Paul Richard 80 F - Daniel Rietsch 80 F - Thierry Roudet-Haquette 40 F - Jean Soumagne 30 F - Hugues Trouset 20 F - Anonyme Bruxelles 300 F - Alexandre Yakimansky 200 F.

Total de cette liste : 5245 F

SESSION

Le **Samedi 20 janvier** nous organisons, à Paris, une **session d'information** tout spécialement destinée à ceux qui ont pris contact récemment avec nous et qui désireraient faire mieux connaissance avec notre mouvement et ses idées. Mais elle peut être également utile pour des amis plus anciens qui souhaiteraient approfondir les raisons de leur engagement. Pour tous ce sera aussi une bonne occasion de pouvoir discuter avec Bertrand Renouvin qui animera personnellement cette session. Une large place sera consacrée au débat ce qui permettra d'aborder ainsi toutes les questions que vous vous posez sur la N.A.R. et son projet.

La session aura lieu dans les locaux du mouvement (17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris - 4ème étage) le samedi 20 janvier, de 14h30 à 18h30. Sympathisants ou simples curieux seront les bienvenus sans que cela n'implique aucun engagement de leur part.

AFFICHES «JetR»

Les nouvelles affiches de «Jeune et Royaliste» sont disponibles. Format 40x60 cm en trois couleurs. Prix franco: un ex. : 5 F - 45 ex.: 52 F - 140 ex.: 144 F.

Opération «CARNET D'ADRESSES»

Faire connaître «Royaliste». Voici une préoccupation qui doit être essentielle pour tous ceux de nos lecteurs qui souhaitent voir l'audience de leur journal favori progresser d'une manière notable ...

Pour faciliter cela, nous venons d'éditer un petit dépliant de présentation qui allie l'humour et l'efficacité. **Nous comptons sur vous pour le diffuser largement.** Ouvrez votre carnet d'adresses, il contient sûrement les coordonnées de relations ou d'amis auxquels vous pourriez envoyer ce dépliant pour faire connaître notre journal. **Alors n'hésitez pas à nous passer commande !**

Tarif (franco) du dépliant: 10 ex.: 10 F - 50 ex.: 30 F

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

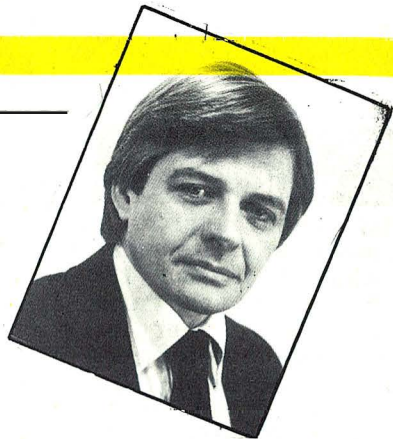
Adresse :

.....

.....

désire recevoir sans engagement de ma part une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à retourner à:

«Royaliste», 17 rue des Petits-Champs, 75001 Paris



Qu'est-ce qu'un Roi ?

Sorti victorieux du combat, terrible, pour sa libération, le peuple roumain veut que l'on donne droit sans attendre à son exigence démocratique. Cette exigence concerne la liberté d'opinion, d'expression et d'association en vue d'élections libres, que commencent à préparer les partis en voie de formation ou de reconstitution. Elle vise la création d'un Etat de droit succédant au pouvoir de fait né de l'insurrection. Il n'est pas inutile de souligner les principes de la renaissance qui se fait sous nos yeux, ne serait-ce que pour nous rappeler que ce qui nous paraît si naturel dans notre pays doit être préservé, conforté et au besoin défendu contre les amateurs de « régimes d'ordre » - où ne figurent pas seulement des suppôts du communisme...

Au moment où le peuple roumain cherche à se donner les institutions qui garantiront sa liberté retrouvée, on ne s'étonnera pas que nous soyons attentifs aux déclarations de son ancien roi, qui a appelé dès le début de l'insurrection à « restaurer la démocratie au moyen d'élections libres », et déclaré qu'il était « prêt à servir » son pays si les Roumains le souhaitaient.

ETRE ROI

Comme tous les princes de l'Europe d'aujourd'hui, Michel de Roumanie évoque le service qu'il pourrait rendre, la garantie démocratique qu'il pourrait représenter, et le consentement populaire sans lequel rien ne peut être envisagé. Je ne sais si le recours au roi exilé est possible, et nul ne peut dire s'il est souhaitable - sauf les Roumains eux-mêmes par un choix librement exprimé, selon leur propre histoire et en fonction des nécessités du présent. Cela précisé, les mots simples et pour nous familiers que Michel de Roumanie a employés viennent heureusement nous rappeler le sens de la tradition royale et le rôle de celui qui l'incarne ou se prépare à l'incarner.

Qu'est-ce qu'un roi, ou un prince qui a vocation à le devenir ? C'est un homme comme les autres, non d'une autre essence, qui est d'un peuple et qui vit avec lui - ou qui n'a de cesse de le retrouver lorsqu'il est exilé. Etre roi c'est être là, prêt à répondre et à assumer.

Cela signifie qu'un roi n'a pas besoin d'être génial, héroïque, ni même bon théoricien. Il est même préférable qu'il n'ait pas ces qualités, requises autant que possible pour les savants, les soldats et les intellectuels : expérience faite, nul doute que les génies des Carpathes et d'autres lieux, les héros de la race et les idéologues sont catastrophiques pour les peuples. Un roi est là pour faire son métier, non celui des autres, et la monarchie française s'est mieux portée avec les rois d'une intelligence ordinaire, voire médiocre, qu'avec le Roi-Soleil - cause première de son effondrement.

Ce métier de roi tient tout entier dans le service - de la justice, de la liberté, de l'unité. Service, c'est à dire obéissance, soumission, humilité : le contraire de la maîtrise. Lorsque Michel de Roumanie dit qu'il est prêt à servir, lorsque le comte de Paris dit que sa vocation est dans le service, tous deux indiquent qu'ils ne sont pas les propriétaires de la nation, ni les créateurs du droit, ni la source de l'éthique. Ils doivent être requis par la nation, et la continuité dynastique repose sur son consentement. Leur pouvoir est soumis à ce que prescrit l'éthique en ce domaine et ils sont tenus de respecter les lois fondamentales de l'Etat. Le roi est l'homme d'une fonction clairement définie, et très précisément limitée - le premier fonctionnaire du pays en quelque sorte.

Peut-on dire que cette humilité est le fait de quelques princes, ou que j'interprète les mots comme bon me semble ? Ce serait oublier que les princes et les rois s'inscrivent dans une tradition, millénaire en ce qui concerne la France, et que la tradition française et européenne de la monarchie trouve son origine dans le Livre qui fonde notre civilisation : dans la tradition biblique, la royauté est une charge assumée dans le respect de la loi divine, et le roi un homme qui se distingue des autres seulement par une plus haute responsabilité.(1)

DEVENIR ROI

C'est cette double soumission du roi à la loi de l'Etat et à son fondement éthique qui fait que le roi est digne de respect et d'affection.

Le métier de roi n'est pas choisi mais hérité. Il implique une responsabilité de tous les instants, une existence constamment vécue sous le regard des autres, le sacrifice d'une grande partie de la vie privée, le silence imposé aux passions, la volonté de résister aux effets pervers de l'exercice du pouvoir... Etre là, disponible, prêt à rendre service, c'est aussi taire ses malheurs, renoncer à nombre de plaisirs, sortir du champ des rivalités ordinaires, ravalier ses colères et ses désirs de vengeance. Le roi est l'homme d'une double vie imposée, d'une charge publique qui accable la personne privée.

Pour le roi en exil, pour le prince qui espère, la charge royale est encore plus lourde à porter puisque l'institution monarchique n'est pas là pour l'aider, le conforter, le contraindre. Cette charge est à la fois présente - la tradition à continuer - et en projet. Pour en assumer les devoirs, il faut la mémoire et la volonté. Mémoire des principes constitutifs de la royauté que le prince continue d'incarner. Volonté de se plier à l'éthique d'un homme d'Etat et de se comporter comme lui dans la vie quotidienne alors que rien n'y oblige. Volonté, aussi, de mener à son terme un projet politique, donc de développer une action publique qui s'inscrit dans des règles très contraignantes. Pour être prêt à répondre le jour venu, le prince doit en effet montrer qu'il est capable de rendre service à l'Etat et à la nation selon les principes d'unité, de justice et de liberté dont il est porteur. Il lui faut donc s'engager, mais sans prendre parti. Se présenter aux suffrages sans diviser le pays. Accepter l'épreuve du pouvoir, sans que l'institution monarchique soit pleinement établie...

La tâche est assurément difficile, mais pas impossible cependant : le comte de Paris l'a clairement définie, et posé les conditions pratiques de sa réalisation - par deux fois envisagée. Pour le présent comme pour l'avenir le chemin est, en tous cas, nettement tracé.

Bertrand RENOUVIN

(1) cf. entretien avec Raphaël Draï. Royaliste n° 527